



REQUÊTE EN AUTORISATION D'EXPLOITER UN ÉTABLISSEMENT SOU MIS A LA LRDBHD

FORMULAIRE N : DEMANDE DE DÉROGATION À L'HORAIRE D'EXPLOITATION MAXIMAL

Catégorie de la demande :

Exploiter un établissement public

Sous-catégorie de la demande :

Dérogation d'horaire d'exploitation

REMARQUE PRÉLIMINAIRE IMPORTANTE

Seuls les établissements de catégories café-restaurant et bar (article 3 let. f LRDBHD) peuvent demander une dérogation à l'horaire d'exploitation maximal.

Les délais pour déposer les demandes de dérogation à l'horaire d'exploitation maximal sont les suivants (article 33 al. 2 RRDBHD) :

- **Dérogation ponctuelle** : **7 jours au moins avant l'événement exceptionnel visé** et au maximum **15 jours** avant (article 7 al. 3 LRDBHD);
- **Dérogation trimestrielle ou annuelle** : **30 jours au moins avant le début souhaité** de l'horaire dérogoire et au maximum **60 jours** avant (article 7 al. 1 et 2 LRDBHD).

Toute dérogation à l'horaire d'exploitation maximal prévu à l'article 6 LRDBHD est subordonnée à l'obtention préalable d'une autorisation de déroger à l'horaire d'exploitation maximal délivrée par la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir (articles 7 et 25 LRDBHD).

L'autorisation de déroger à l'horaire d'exploitation maximal étant une autorisation accessoire, elle ne peut être délivrée par la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir que si l'établissement est déjà au bénéfice d'une autorisation d'exploiter LRDBHD. L'autorisation de déroger à l'horaire d'exploitation maximal prend automatiquement fin si l'autorisation d'exploiter cesse d'être en vigueur, ainsi qu'au terme de la durée pour laquelle elle est octroyée.

L'autorisation trimestrielle ou annuelle peut être refusée en cas d'infraction à la loi ou à son règlement dans les 12 mois précédant le dépôt de la requête (article 33 al. 11 RRDBHD). Elle est, dans tous les cas, refusée si, dans les 3 mois précédant le dépôt de la requête, une infraction aux prescriptions visées aux articles 24 LRDBHD (non-maintien de l'ordre et de la tranquillité publique) et 25 LRDBHD (respect des heures d'ouverture et de fermeture) a été commise (article 33 al. 11 *in fine* RRDBHD).

Le traitement de la demande donnera lieu à la perception d'un émolument.

Type de la demande :☐ Demande d'autorisation accessoire Numéro de l'autorisation d'exploitation :**1. ENTREPRISE (propriétaire du fonds de commerce article 3 let. o LRDBHD)**

Numéro IDE :

Raison sociale nom :

Complément raison sociale :

Nature juridique

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Société à responsabilité limités (SàRL) | <input type="checkbox"/> Société anonyme (SA) | <input type="checkbox"/> Société coopérative |
| <input type="checkbox"/> Société en nom collectif (SNC) | <input type="checkbox"/> Société en commandité | <input type="checkbox"/> Société simple |
| <input type="checkbox"/> Entreprise individuelle | | |
| <input type="checkbox"/> Fondation | <input type="checkbox"/> Association | |

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue :

NPA : Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Fax :

E-mail :

Site internet : https://

2. ÉTABLISSEMENT (article 3 let. b LRDBHD)

Enseigne/nom de l'établissement :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue :

NPA : Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Fax :

E-mail :

Site internet : https://

3. LOCAL DE L'ACTIVITÉ (catégorie de l'établissement)

Catégorie de l'établissement voué à la restauration ou au débit de boissons (article 5 LRDBHD) (une seule coche possible) :

- ☐ CAFÉ-RESTAURANT (article 5 al. 1 let. a LRDBHD)
- ☐ BAR (article 5 al. 1 let. a LRDBHD)
- ☐ DANCING (article 5 al. 1 let. b LRDBHD)
- ☐ CABARET-DANCING (article 5 al. 1 let. b LRDBHD)
- ☐ BUVETTE PERMANENTE (article 5 al. 1 let. c LRDBHD)
- ☐ BUVETTE PERMANENTE DE SERVICE RESTREINT (article 5 al. 1 let. d LRDBHD)
- ☐ BUVETTE ASSOCIATIVE (article 5 al. 1 let. e LRDBHD)

Catégorie de l'établissement voué à l'hébergement :

- ☐ HOTEL (article 5 al. 1 let. f LRDBHD)
- ☐ AUTRE ETABLISSEMENT VOUE A L'HEBERGEMENT (article 5 al. 1 let. f LRDBHD)

Catégorie de l'établissement voué au divertissement :

- ☐ SALON DE JEUX
- ☐ LIEUX DE RECREATION
- ☐ AUTRE LIEU DE RECREATION

4. PRESTATIONS DEMANDÉES

ATTENTION : l'établissement qui souhaite requérir plusieurs types de dérogation à l'horaire d'exploitation maximal doit déposer une requête distincte pour chacun d'entre eux.

Veillez sélectionner le type de dérogation souhaité (une seule coche est possible) :

- ☐ L'horaire d'ouverture de l'établissement (article 7 al. 2 LRDBHD)
- ☐ L'horaire de fermeture de l'établissement (article 7 al. 1 LRDBHD)

Renseignement sur la durée de l'autorisation (une seule coche possible) :

Veillez indiquer et répondre sur la durée de l'autorisation :

- ☐ **Ponctuelle**¹
 - ☐ Anniversaire
 - ☐ Mariage

¹ L'autorisation ponctuelle ne peut être demandée que pour des événements exceptionnels, à récurrence annuelle, tels qu'anniversaires, fêtes religieuses, mariages et autres célébrations (article 33 al. 14 LRDBHD).

☐ Fête religieuse (préciser) :

☐ Autre célébration (préciser) :

Date de l'animation (jour/mois/année) : soit un :

☐ Lundi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

☐ Mardi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

☐ Mercredi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

☐ Jeudi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

☐ Vendredi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 04h00) :

☐ Samedi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 04h00) :

☐ Dimanche ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

☐ **Trimestrielle²**

Année visée :

Période visée (un seul choix possible) :

☐ 1^{er} trimestre (janvier à mars)

☐ 2^{ème} Trimestrielle (avril à juin)

☐ 3^{ème} trimestre (juillet à septembre)

☐ 4^{ème} Trimestrielle (octobre à décembre)

☐ Lundi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

☐ Mardi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

☐ Mercredi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

☐ Jeudi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

☐ Vendredi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 04h00) :

☐ Samedi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 04h00) :

☐ Dimanche ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

² La Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir ne peut octroyer plus de 12 autorisations ponctuelles de dérogation à l'horaire d'exploitation maximal par année civile par établissement (article 33 al. 15 RRDBHD). Au-delà de ce nombre, l'exploitant doit requérir une autorisation trimestrielle ou annuelle.

☐ **Annuelle**³

Année visée :

☐ Lundi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :☐ Mardi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :☐ Mercredi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :☐ Jeudi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :☐ Vendredi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 04h00) :☐ Samedi ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 04h00) :☐ Dimanche ouverture (au plus tôt 04h00) : Fermeture à (au plus tard 02h00) :

³ L'autorisation annuelle ne peut être sollicitée que si l'établissement a au préalable obtenu une autorisation trimestrielle en application de la LRDBHD (article 33 al. 10 RRDBHD).

REMARQUES IMPORTANTES

La Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir doit être en possession de l'original de la présente requête munie de toutes les pièces listées ci-dessous. Elle peut être déposée au guichet de la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir (Rue de Bandol 1, 1213 Onex – 1^{er} étage) ou transmise par voie postale.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut :

- a. ordonner la production de tout document ou pièce lui permettant d'établir si les conditions d'octroi de l'autorisation sollicitée sont remplies (articles 33 al. 17 et 31 al. 3 RRDBHD) ;
- b. exiger du requérant la production d'une étude acoustique validée par le SABRA (Service de l'air, du bruit et des rayonnements non-ionisants), en vue de l'examen de la requête (article 33 al. 5 let. a RRDBHD) ;
- c. exiger du requérant la production de la preuve que des mesures adéquates ont été mises en œuvre pour empêcher la réalisation d'un risque de nuisance identifié par la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir , telles que l'installation d'un limiteur-enregistreur ou enregistreur, l'engagement d'un service d'ordre adéquat ou de chuchoteurs, en vue de l'examen de la requête (article 33 al. 5 let. b RRDBHD) ;
- d. requérir le préavis du SABRA, de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), des autorités de police et de la commune concernée (article 33 al. 6 RRDBHD).

Le dossier n'est complet qu'à réception des pièces complémentaires et des éventuels préavis requis par la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

Les parties signataires sont rendues attentives sur le fait que le dossier relatif à la présente requête en autorisation est librement accessible au propriétaire de l'établissement et à l'exploitant désigné. Ceci vaut également pour les données personnelles relatives à l'exploitant communiquées à l'appui de la requête.

En outre, la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir est habilitée à percevoir un émolument pour l'examen de la demande d'autorisation d'exploiter, prévu par la loi, après dépôt de la requête, et à différer l'examen de celle-ci en cas de non-paiement (articles 57 al. 1 et 59 al. 1 LRDBHD). L'émolument reste acquis à la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir en cas de retrait ou rejet de la requête (article 59 al. 3 LRDBHD).

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Par leur signature, **les requérants attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire, ainsi que les pièces produites, sont exactes et conformes à la réalité.** Toute information indiquée de manière volontairement erronée à la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

De par sa signature, l'exploitant s'engage à gérer de manière personnelle et effective l'établissement pour lequel il sollicite l'autorisation d'exploiter.

Exploitant de l'établissement

Lieu : Date :

Nom et prénom : Signature :

Représentant(s) de l'entreprise⁴

Lieu : Date :

Nom et prénom : Signature et tampon :

Nom et prénom : Signature et tampon :

Nom et prénom : Signature et tampon :

⁴ En cas de pouvoir de signature collectif : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par les représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.